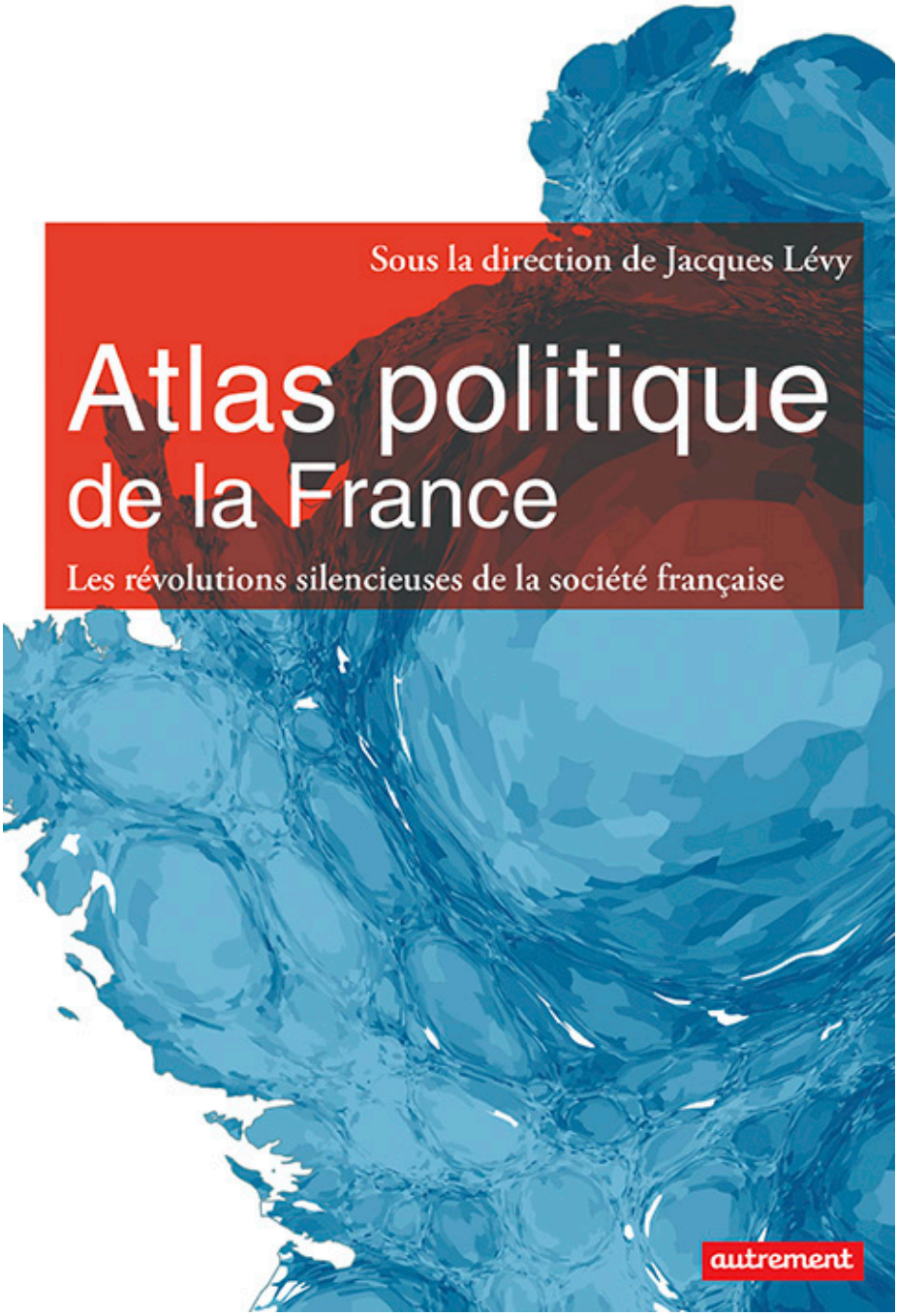
Revue indisciplinaire de sciences sociales
Espaces Temps.net

Bonnes feuilles de l’Atlas politique de la France.

Par Jacques Lévy, Ogier Maitre, Jean-Nicolas Fauchille et Ana Póvoas. Le 5 July 2017

Lévy, Jacques, Ogier Maitre, Jean-Nicolas Fauchille et Ana Póvoas (dirs.). 2017. *Atlas politique de la France. Les révolutions silencieuses de la société française*. Paris : Éditions Autrement.



The Silent Revolution, « la révolution silencieuse », est le titre d'un ouvrage de Ron Inglehart publié en 1977. Il y est question de l'émergence de nouveaux modèles de société et de nouvelles valeurs politiques. En privilégiant la dimension géographique du social, cet atlas visait à repérer ce qui, dans les dernières décennies, a bougé dans la société française, et à considérer ces changements comme de nouveaux enjeux.

Faire dialoguer transformations sociales et événement politique.

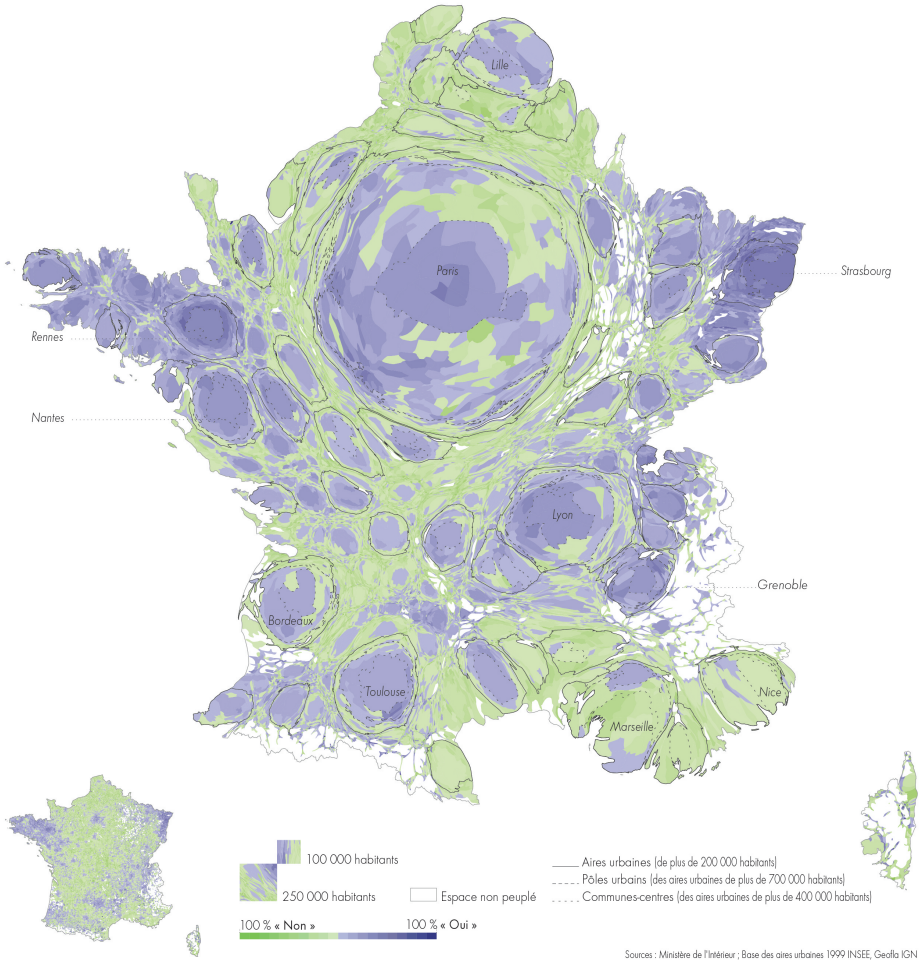
Depuis 1945, le travail manuel a profondément reculé et a surtout cessé d'être l'horizon des formations. Les biens matériels, qui continuent à être produits en masse, mais par moins de travailleurs, se trouvent immergés dans un système productif dans lequel le *service* joue, à toutes les étapes, un rôle clé. L'État-providence redistributeur, qui était resté très modeste dans la

première moitié du 20e siècle, est devenu massif, collectant et allouant plus de la moitié des richesses produites dans le pays. Le niveau de formation a été élevé dans des proportions qui n'avaient jamais été rencontrées, et de très loin, dans les périodes précédentes. Un vaste groupe moyen, regroupant la majorité de la population, fonctionne à présent comme un continuum, certes très divers, mais sans rupture interne, en matière de modes de vie, de pratiques culturelles et de mobilité sociale. Depuis vingt ans, le numérique a à la fois exprimé et renforcé ce mouvement. La nature est devenue un ensemble d'enjeux politiques directs et majeurs. L'explosion du tourisme, l'envolée des connaissances aisément accessibles sur tous les lieux, la construction européenne, la mondialisation des échanges économiques, de la culture et des enjeux ont profondément changé la relation des Français avec le reste de la planète.

Ce qui restait d'appartenances communautaires s'est progressivement effrité : les genres, les âges, les familles, les classes et les castes, les corporations, les petits pays et les vieilles régions, l'État et les institutions religieuses existent toujours, mais l'étau qu'ils appliquaient sur les individus s'est desserré. L'allégeance à un groupe non choisi, qui était encore il y a cinquante ans un lien social essentiel, est devenu un problème, parfois une angoisse, signe que désormais le grain de base de la société est bien l'individu et le cadre fondamental du vivre-ensemble, la société (Elias 1991).

Les indicateurs économiques habituels peinent à rendre compte de ces renversements, mais passer par la géographie rend les choses plus lisibles. D'abord parce que l'espace compte. Pour beaucoup d'habitants et dans plusieurs domaines, il est passé du statut de contrainte à celui de liberté : c'est le cas des choix résidentiels, de la mobilité, et plus généralement des modes d'habiter, qui sont des choix stratégiques majeurs à l'échelle de la vie des individus. Les questions de justice se concentrent alors sur l'égalité, mais dans un contexte où la redistribution monétaire ne suffit plus : on s'interroge aussi sur les modèles de développement, les valeurs éthiques, les jugements esthétiques.

En France, la centralisation de nombre d'attentes vers l'État national et la concentration des pouvoirs sur l'exécutif ont à la fois contribué aux blocages et à la résistance au changement. D'où le caractère spectaculaire des bouleversements qui se produisent de temps en temps, après des décennies où tout semble pétrifié.



Le référendum sur le traité de Maastricht (20 septembre 1992).

La force des gradients d'urbanité.

À l'issue du travail dont rend compte cet atlas, quelle est donc la nouvelle géographie de la société française que l'on voit émerger ? On peut la résumer en cinq caractéristiques majeures.

1. Avec l'achèvement de l'urbanisation, les *gradients d'urbanité* sont devenus l'organisateur et le ressort des différences géographiques. La vingtaine de zones que l'on peut découper, en tenant compte à la fois de la taille de l'aire urbaine et du type d'urbanité au sein de chaque aire (centre, banlieue, périurbain) ou à l'extérieur (hypo-urbain, infra-urbain), recèle une puissance prédictive impressionnante, à la fois sur la répartition des groupes sociaux, les logiques productives, l'émergence de l'innovation et les choix politiques.

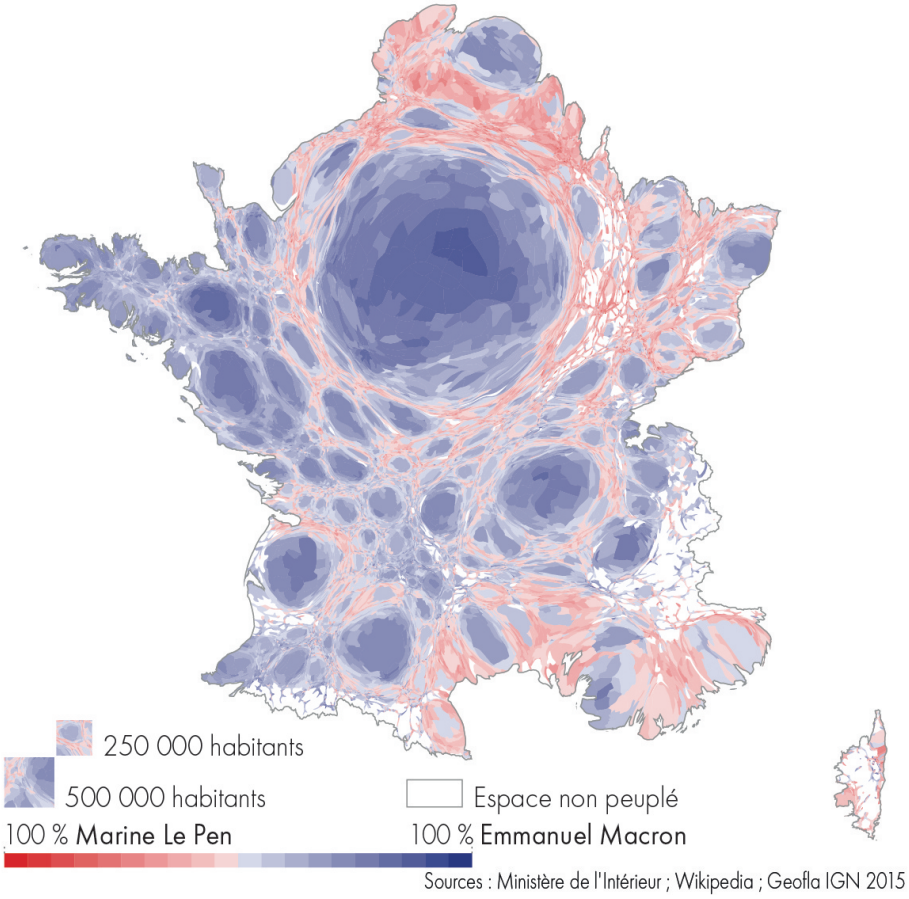
La géographie, politique à toutes les échelles.

2. La composante géographique du politique est montée en puissance. Elle articule de manière étonnante le plus local au plus mondial, en passant par tous les échelons intermédiaires. C'est effectivement là où l'espace public est le plus présent, dans le centre des grandes villes, que la bienveillance vis-à-vis de l'Europe et du monde est la plus grande. Dans cette perspective, l'espace peut aussi être lu comme le « sens propre » de la métaphore spatiale de l'ouverture et de la fermeture. À bien y regarder, la campagne présidentielle de 2017 n'a pratiquement parlé que

d’espace.

Un clivage spatial fondamental.

3. La divergence entre la France qui produit, donne beaucoup et reçoit relativement peu des autres et la France qui reçoit beaucoup en produisant peu est devenue béante et explicitement conflictuelle. À la différence des États-Unis, les « perdants » français figurent parmi les principaux bénéficiaires de l’État-providence : ils ont souvent des ressources modestes, mais le peu qu’ils ont leur est fourni par le reste de la société, sans combler leur manque de protection et leur demande d’État.



Résultats du second tour de l’élection présidentielle 2017.

On pourrait lire le résultat de l’élection présidentielle de 2017 comme une sorte de révolte, menée au nom de l’intérêt public, de ceux qui produisent contre ceux qui reçoivent sans produire. Avec le « système » « gauche »/« droite », il était difficile de critiquer la conservation des privilèges statutaires, chaque « camp » s’employant à défendre une part de ces corporatismes d’État. En acceptant de parler clair, les forces les plus dynamiques dans l’économie et la culture ont décidé de barrer la route à des groupes sociaux tétanisés par l’échec ou la peur et prêts à empêcher les autres d’avancer. Le « peuple » de 2017 – la majorité des deux tiers du 2e tour de la présidentielle –, c’est aussi celui du 11 janvier 2015, qui renvoie dos à dos le communautarisme islamiste et le communautarisme nationaliste français. Ce sont les mêmes qui, à Paris, ont réalisé la plus grande manifestation de l’histoire de la ville et ont voté à 90% pour Emmanuel Macron. La carte qui

oppose le vote Macron au vote Le Pen rend compte de ces deux conceptions, l'une qui subordonne l'ensemble de la vie sociale à une allégeance nationale monoscalaire, l'autre qui s'appuie sur le concept de société des individus et fédère de multiples identités spatiales, de la ville au monde. En tant que clivage entre modèles de société, cette antinomie est substantielle ; elle s'exprimera encore avec une grande force géographique.

Le futur comme bien public.

4. Cette dissociation est aussi une divergence des attentes entre redistribution de biens privés et coproduction de biens publics, parmi lesquels le temps, biographique et historique. Comme le reste de l'Europe, la France est en panne de futur. Or les configurations géographiques articulent de manière indissociable les différents degrés de projection vers l'avenir : chaque spatialité quotidienne modifie les environnements, les « contenus » changent en permanence les « contenants », l'habitation de chacun contraint la société à s'interroger sur l'harmonisation de ces choix, autrement dit sur la co-habitation. Les habitants sont aussi, immédiatement, des citoyens.

La justice spatiale comme horizon.

5. Le déblocage de la scène politique annonce des débats renouvelés sur la justice, dans lesquels la justice spatiale joue un rôle essentiel. La conception ancienne, raisonnant comme dans un jeu à somme nulle, ne voyait que des redistributions et des répartitions provenant d'une manne extérieure. Dès lors que l'on perçoit la force du développement endogène de la société et de ses composantes, la justice entre dans le projet lui-même comme un paramètre fondamental de la construction d'un avenir partagé, à quelque échelle que ce soit. La solidarité cesse d'être le paiement d'une dette historique ou la compensation d'une inégalité perpétuelle mais devient un support à la construction de l'égalité. Penser « en même temps » comme compatibles et complémentaires la liberté et l'égalité, plutôt que comme contradictoires, ce fut justement l'une des positions saillantes du nouveau président français. Une telle approche suppose de bien décrire la géographie existante et de maîtriser les libertés et les ressources dont chaque lieu dispose pour la rendre meilleure. Or, on l'a vu tout au long de l'atlas, des mythes, qui se fondent sur des expertises fragiles ou sur des projets politiques implicites, continuent de circuler sur l'espace français et brouillent les termes du débat public. Si cet ouvrage peut, modestement, contribuer à un regard plus clair et mieux informé sur l'espace français, il n'aura donc pas été inutile, non seulement aux chercheurs mais aussi aux citoyens.

Bibliographie

Elias, Norbert. 1991. *La Société des individus*. Paris : Fayard.

Article mis en ligne le Wednesday 5 July 2017 à 11:43 –

Pour faire référence à cet article :

Jacques Lévy, Ogier Maitre, Jean-Nicolas Fauchille et Ana Póvoas,"Bonnes feuilles de l'Atlas politique de la France.", *EspacesTemps.net*, Books, 05.07.2017

https://test.espacestemps.net/en/articles/bonnes-feuilles-de-latlas-politique-de-france/

© EspacesTemps.net. All rights reserved. Reproduction without the journal’s consent prohibited. Quotation of excerpts authorized within the limits of the law.